

LA PRESSE RÉPUBLICAINE

JOURNAL QUOTIDIEN.

Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois.On ne reçoit que les lettres affranchies.
Les annonces sont reçues au bureau du Journal.

POUR PARIS.....

Trois Mois.....	6 fr.
Six Mois.....	11
Un An.....	20

BUREAUX, PLACE DE LA BOURSE, 13, PARIS.

POUR LES DÉPARTEMENTS.....

Trois Mois.....	11 fr.
Six Mois.....	17
Un An.....	32

LA PRESSE RÉPUBLICAINE publiera très incessamment le Testament original de Louis-Philippe, trouvé aux Tuileries, le 24 février 1848.

PARIS, 4 Juillet.

C'est par l'erreur d'un metteur en page que le titre qui a paru hier en tête de la *Presse Républicaine*, a été substitué à celui que nous avons adopté. Notre rédacteur en chef n'avait pas vu ce titre avant le tirage.

En prenant le titre de *PRESSE RÉPUBLICAINE*, nous n'avons pas voulu commettre un affreux plagiat.

Nous honorons, nous aimons M. Emile de Girardin, et n'est pas quand il est malheureux, que nous nous permettrions de rien faire qui pût l'offenser.

Nous sommes persuadé que notre petit journal ne fera aucun tort au grand journal de M. de Girardin.

Nous avons pris ce titre, parce que nous voulons être pour la République ce que la *Presse* était pour la Monarchie, un conservateur loyal et courageux.

Un grand nombre de personnes savent que notre intention était de faire la *Presse Républicaine* il y a plus d'un mois. Nous n'avons donc pas spéculé sur l'infortune de M. de Girardin, que nous déplorons de toutes les façons, — surtout comme conservateur de la République.

Au reste, nous avons l'assurance que la liberté lui sera bientôt rendue, et nous sommes persuadé que nos loyales explications le satisferront pleinement.

Nous ne pouvions ni ne voulions faire concurrence à la *Presse*; nous ne le pouvions pas, parce que notre ligne politique n'est pas la même; nous ne le voulions pas, parce que c'eût été une bassesse.

Ce que nous voulons.

Au début d'une entreprise politique et littéraire destinée, du moins nous l'espérons, à épurer les mœurs et à consolider nos institutions en justifiant notre titre de la *Presse Républicaine*, nous éprouvons encore le besoin d'exposer, dans la sincérité de notre cœur, les sentiments qui nous animent. Cette profession de foi, nous la devons particulièrement à ceux qui nous ont aidé jusqu'à ce jour à entrer dans la carrière honorable, mais

difficile que nous allons parcourir; nous la devons aussi à ceux dont le concours puissant et dévoué nous est promis; nous la devons surtout à nos lecteurs, qu'il importe d'édifier sur nos tendances patriotiques, en indiquant le but vers lequel nous dirigerons tous nos efforts avec une persévérance inséparable de notre intime conviction. Cet exposé succinct formera le développement du titre du présent article : *Ce que nous voulons*.

C'est la conservation de notre glorieuse *Liberté*; c'est l'*Egalité* devant la loi par tous et pour tous; c'est enfin la *Fraternité*, ce lien sacré des hommes, destiné à les réunir et à les confondre dans un seul et doux sentiment. Nous voulons que cette Trinité sublime, gravée par la Providence dans le cœur de tout homme de bien, soit à jamais vénérée dans notre belle patrie et devienne le chœur universel de toute la France, et peut-être un jour du monde entier.

Ce que nous voulons, c'est que l'éducation populaire s'effectue graduellement sur les plus larges bases; que l'aptitude à tous les emplois en soit la conséquence inévitable, ainsi que la juste récompense; et que ce peuple généreux, dont le bon sens a fait justice de tant d'abus, obtienne enfin justice de ses glorieux sacrifices.

Nous voulons une bonne République, chaste et pure, basée sur le dévouement et la vertu. Nous voulons la propriété pour tous; à tous nous souhaitons la foi religieuse.

Nous sommes des hommes de paix, des hommes d'amour. Nous n'excluons personne; nous aimons tous nos frères, nous les appelons tous à nous. Nous prêchons l'ordre, l'union, la concorde, la sainte *fraternité*.

Puisse tous nos chers concitoyens s'entendre dans cette pieuse communion, et notre patrie donnera au monde l'exemple d'une véritable République!

Voilà ce que nous voulons, et pour faire triompher une aussi juste cause, nous ne faillirons jamais à notre auguste mission.

Nous donnons la liste des élections dans les bureaux de l'Assemblée. Elles sont tristement significatives. On y remarquera les noms des principaux dynastes de l'ancienne chambre; seuls, MM. Arago et Cormenin ont obtenu les votes des représentants du peuple, sous la République! M. Marrast lui-même a été vaincu; c'est M. Vivien qui l'a emporté dans le 12^e bureau.

Les présidents et les secrétaires nommés sont :

- | | |
|-------------------------|---|
| 1 ^{er} bureau. | — MM. Girard, président; Chauflour, secrétaire. |
| 2 ^e — | — MM. Dufaure, président; Buffet, secrétaire. |
| 3 ^e — | — MM. Thiers, président; Louvet, secrétaire. |
| 4 ^e — | — MM. Pagès (Ariège), président; Bonjean, secrétaire. |
| 5 ^e — | — MM. Billault, président; Pérignon, secrétaire. |
| 6 ^e — | — MM. de Beaumont (Gustave), président; Chavoix, sec. |
| 7 ^e — | — MM. Arago (François), présid.; Lefranc (Victor), sec. |
| 8 ^e — | — MM. Baz, président; Pigeon, secrétaire. |
| 9 ^e — | — MM. Baroche, président; Avond (Auguste), secrétaire. |
| 10 ^e — | — MM. Cormenin, président; Lafayette (Oscar), secrét. |
| 11 ^e — | — MM. Dupin aîné, président; Bérailler, secrétaire. |
| 12 ^e — | — MM. Vivien, président; Guichard, secrétaire. |
| 13 ^e — | — MM. de Tracy, président; Freslon, secrétaire. |
| 14 ^e — | — MM. Leyraud, président; Maisiat, secrétaire. |
| 15 ^e — | — MM. Berryer, président; Sainte-Beuve, secrétaire. |

sement, il aurait voulu en connaître une seule qui l'aimât pour lui-même, pour sa personne et pour les qualités de son cœur, non pour son argent.

Son opulence lui était donc amère, comme les succès de salon qu'il lui devait.

— Si j'étais pauvre, se disait-il, toutes ces femmes qui font à l'envi le blocus de ma personne, ne m'adresseraient pas la parole, et ne daigneraient seulement pas me regarder.

Ainsi, malgré sa fortune, Georges Nantilly n'était point heureux. — J'ai de grandes richesses, se disait-il; l'amour de mon prochain, la conscience d'un Dieu juste et bon, — cette consolation des forts; — je sais quels sont les devoirs que j'ai à remplir; je me dévoue corps et âme à mes frères pauvres; je veux employer mes forces à soulager ceux qui souffrent, et pourtant je suis triste!...

Dieu vous garde, ô lecteur, de savoir jamais, par expérience, ce que c'est que d'être triste! Être triste, c'est cela qui tue le prisonnier; être triste, c'est être plus malheureux que celui qui souffre d'une grande douleur; c'est avoir du fiel sur la langue et de l'amertume plein le cœur. La tristesse est une maladie dont on meurt!...

Georges Nantilly était dans ces dispositions, lorsqu'il rencontra dans le monde la baronne de Franderval. Loin de se jeter à sa tête, comme tant d'autres, la jolie veuve, — femme au reste d'une extrême prudence, — s'était tenue dans la réserve la plus décente. Il n'en avait pas fallu davantage, joint à l'expression irrésistiblement fascinatrice de ses yeux, pour enflammer Nantilly; il s'était déclaré, et nous verrons plus tard où en étaient leurs amours au moment où commence cette étude.

Georges pensait à Palmyre en rentrant dans son hôtel, au sortir de l'Opéra. Il soupa seul, servi par André, son domestique affectueux, — un Breton d'une force herculéenne qu'il avait ramené du château paternel, depuis qu'il était orphelin et seul maître de sa fortune.

Après souper, il alluma un cigare, et passa dans son cabinet.

Il était assis au coin du feu pétillant, délicieusement occupé à rêver et à fumer lorsqu'André entra, et lui remit une lettre qu'on venait, quoiqu'il fût très-tard, d'apporter à l'hôtel.

Il la lut, et la posa sur la magnifique table de palissandre auprès de laquelle il se trouvait.

Il prit un Byron, feuilleta quelques pages; ensuite il reprit la lettre et lut de nouveau. Il la quitta pour Byron, dont il parcourut quelques strophes; rejeta le livre, reprit la lettre, et tomba dans une rêverie mélancolique, et pourtant délicieuse.

Quand il sortit de cette extase, il se leva, fit un tour dans son appartement, revint prendre la lettre qui l'avait si fort agité d'abord, et y répondit malgré l'heure avancée de la nuit.

M. Gornet nous prie d'insérer la lettre suivante, qu'il vient d'adresser au *Constitutionnel*, au *Sicéle* et à plusieurs autres journaux qui se sont faits les échos de bruits calomnieux : Paris, le 2 juillet.

Monsieur le rédacteur, Hier, de complicité avec une douzaine de vos collègues, sans jugement préalable, vous m'avez impitoyablement fusillé dans un article contre lequel sont venues protester tant d'honorables sympathies, que je dois vous en remercier et vous prier, pour mettre le comble à mes sentiments de gratitude, de vouloir bien annoncer demain à vos lecteurs que la nouvelle publiée par vous sur mon compte est dénuée de l'ombre de tout fondement, qu'elle ne peut avoir qu'une origine aussi odieuse que perfide, et qu'on doit l'attribuer aux langues de vipère qui, sans me connaître, sans même se donner la peine d'examiner les actes de mon administration, répandaient naguère sur elle le venin de leurs calomnies.

Veillez agréer, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma très-grande considération.

J.-J. GORNET, docteur-médecin, ancien maire du 12^e arrondissement.

Le Courrier français prend en main les intérêts des ouvriers typographes :

« Les ouvriers typographes ont adressé à l'Assemblée nationale une pétition où ils revendiquent avec une modération respectueuse une loi que l'Assemblée nationale a votée, telle que nous l'avons conquise en février. Ils prouvent de la façon la plus péremptoire que la moindre atteinte portée à cette liberté doit infailliblement aggraver le malaise financier, et, par suite, susciter ces vives et profondes inquiétudes qui aboutissent presque toujours aux plus grands désordres »

« Et, en effet, si les journaux qui ont paru depuis le 24 février tombent sous la nouvelle entrave du cautionnement et sous les autres lois fiscales, que voulez-vous donc deviennent ces innombrables ouvriers qui vivent de l'industrie typographique, compositeurs, imprimeurs, porteurs, plieuses, employés de tout âge et de tout sexe? Voulez-vous que, dans leur détresse, ils recourent à la charité officielle du gouvernement, comme les autres industries en souffrance? Est-ce donc ainsi que l'on entend remédier à la pénurie, chaque jour plus grande, du Trésor public? »

« Cette considération est très-grave, et il y a lieu de croire que l'Assemblée nationale en sera touchée. D'ailleurs, les représentants du peuple, sortis du suffrage universel, commencent à comprendre qu'ils n'ont point reçu leur mandat pour restreindre ou supprimer une liberté. Le problème qu'ils ont à résoudre consiste à concilier la liberté avec l'ordre : ils ne rétabliront et ne maintiendront l'ordre que par le respect de la liberté! »

De la Confiance.

Dès les premières minutes du triomphe de la Liberté, l'Ordre a été le grand mot de ralliement de tous; aujourd'hui que la garde nationale l'a constitué et le maintiendra invinciblement, quelles que puissent être les tentatives contraires, la *Confiance* est le premier besoin de l'époque. C'est une conquête à laquelle nous courons depuis quelques jours à pas accélérés, mais il ne faut pas souffrir que rien ne précipite trop et surtout n'entrave notre marche. Un zèle exagéré peut nous perdre, et rien ne doit être fait sans mûre réflexion. La *Confiance* ne naît pas de l'enthousiasme, elle ne s'improvise pas; elle naît de la raison, du

Nous ferons connaître ces lettres; — mais auparavant, il est temps de voir comment Julien s'était acquitté de la commission délicate et tant soit peu hâtive dont on l'avait chargé.

Lucien Dumont était un de ces bourgeois, un de ces fils d'huisiers, de banquiers ou de marchands de chandelles qui sont les modernes aristocrates de la France depuis que la seule aristocratie est celle de l'argent.

Avec ce nom trivial, — bien qu'il soit porté par un ministre intègre et point corrompu de l'époque actuelle, — ce garçon affichait quelquefois des façons à la Soubise et à la Lauzun. — C'était affreusement ridicule.

Ce fils de famille jouissait de quelques mille livres de rentes, qu'il dépensait dans les plaisirs d'une vie oisive, sans pourtant toucher à son capital, — précaution qui n'est plus dédaignée aujourd'hui. La débâcle de l'ordre et de l'économie à présent.

Ancien camarade de collège de l'opulent Nantilly, il l'avait retrouvé dans le monde, et, soit égoïsme, soit amitié, il s'était étroitement attaché à lui.

Avant d'avoir rencontré le marquis de Nantilly, — je l'appelle ainsi, quoiqu'il ne se donnât jamais ce titre, car il les méprisait tous, — Lucien Dumont était *quart d'agent de change*, profession dont le nom seul fait sourire. Mais depuis qu'il vivait le plus souvent dans la maison de son ancien camarade d'études, il avait « *vendu son quart*, » — comme on dit dans cet immoral monument qu'on nomme la Bourse.

N'était sa fortune, chose fort estimée, Lucien Dumont eût été une nullité sociale.

Il était un peu le factotum de Nantilly. Celui-ci ne lui donnait pas d'appareils, — il n'en avait pas besoin, — mais il lui faisait de beaux cadeaux.

Georges avait les tourments des grandes âmes; il eût voulu se dépouiller pour qu'il n'y eût plus de malheureux sur la terre. Mais il était dans un grand embarras. Tout riche qu'il fût, c'était bien peu de chose pour tant de souffrances. Cette pensée le poursuivait toujours, et lui faisait mal aux nerfs et au cœur. Il se disait :

« J'ai beau secourir tous les malheureux que je vois, il en est d'autres qui gémissent dans la douleur. Et puis il n'y a pas égalité entre celui qui fait l'aumône et celui qui la reçoit... Ce n'est pas la vraie fraternité, ce n'est pas le juste partage des biens et des maux de la vie! »

Lucien Dumont, lui, ne connaissait pas ces tourments sublimes.

Il n'était point méchant; il eût même secouru son semblable dans l'occasion; mais il ne savait pas chercher ceux qui souffrent, il n'avait pas la sainte ardeur de la charité.

— Ah! Georges veut afficher une maîtresse éblouissante de beauté,

FEUILLETON DE LA PRESSE RÉPUBLICAINE.

La Vierge vendue.

II.

(Suite.)

Qu'un pareil homme ait voulu acheter une femme à vendre pour abuser d'elle, c'est ce qu'on ne pensera pas, d'après les lignes qui précèdent. Aussi bien, en achetant Paquitta, Georges avait d'abord obéi à un sentiment généreux. Il avait été indigné de voir tous ces débauchés qui couvaient de leurs regards obscènes cette pauvre enfant si intéressante et si belle.

Ensuite, — comme il y a toujours un peu d'égoïsme dans les plus grands cœurs et dans les plus nobles sentiments, — il avait réfléchi qu'il pouvait se servir de Paquitta, comme d'un plastron pour exciter la jalousie de la baronne de Franderval, et par là faire cesser ses rigueurs.

Georges aimait-il cette femme? Il n'en savait rien lui-même, tant le doute empoisonnait sa vie. Sa jeune tête fléchissait sous le poids des plus sombres pensées. Il semait partout l'amour, et il sentait qu'il ne récoltait que l'hypocrisie. Quoique bien riche, il était étranger au bonheur, et des choses de cette vie, il n'avait encore compris que la souffrance morale.

Il sentait que l'existence est un vain songe et que l'espérance est dérisoire. En lui, tout était amertume. En vain s'était-il adressé au ciel qui peut tout, à ses plaintes amères aucun écho n'avait répondu. On le choyait beaucoup cependant dans la société. Il était parfaitement accueilli par les mères qui avaient des filles à marier. On se disputait le plaisir de le posséder. Il était invité à tous les bals, à tous les concerts, à toutes les parties de campagne, à toutes les fêtes de l'hiver. Les jeunes filles jouaient pour lui leurs plus beaux airs sur la harpe ou le piano; elles lui chantaient leurs plus suaves romances. Mais cela lui était indifférent; il méprisait ces avances dictées par l'intérêt. Il lui importait peu d'être l'objet de prévenances égoïstes. Ensuite, il ne tenait pas à la réputation d'homme à la mode.

La plus austère vertu, le plus brillant acte de courage ne lui eussent certainement pas valu l'honneur que lui produisait sa grande fortune. Il avait trop de jugement pour ne pas savoir à quoi s'en tenir sur cet empressement général. Parmi ces femmes qui le cajolaient si gracieu-

calme; elle s'établit et se propage par les efforts et le concours persévérant de tous les hommes de bien. Que chacun donc paye son tribut à cette œuvre immense... surtout, pas de classification injuste et exclusive qui éloigne et parfois même repousse ces hommes du lendemain, qui ont été non-seulement la veille, mais pendant plus de dix-sept ans, les plus terribles ennemis d'une dynastie corruptrice et infâme dont ils nous ont aidé à faire disparaître jusqu'à la trace... La majeure partie de ces hommes veut franchement la République; ils l'ont prouvé en saluant avec acclamations sincères notre victoire dont, à leurs yeux, la Providence nous a fait les instruments privilégiés... Cette conviction profonde les a rendus nos puissants auxiliaires sans arrière-pensée; ils se sont enrôlés sous la bannière de l'ordre social, de l'intérêt du pays, et ils ont fait acte spontané de patriotisme loyal, complet, désintéressé.

Comme nous, et avec nous, ils veulent la République, mais la bonne République, telle que, pour inspirer pleine confiance en nous, ils l'ont représentée à ceux qui, dans les provinces spécialement, s'effrayaient de sa subite proclamation... Ils se sont engagés à cet égard dès l'origine, et c'est afin de tenir leur parole, qui est la nôtre, que la bonne, la vraie République doit s'installer définitivement dans notre beau pays de France.

Ils ont déjà fait leurs preuves à notre égard, d'après tout ce que nous venons de dire, et il y aurait ingratitude, sinon lâcheté, à ne pas le reconnaître!

Où, nous, républicains invétérés et invariables, nous croyons remplir un devoir envers nous-mêmes, et, Dieu le veuille! envers la totalité des vieux républicains, en protestant contre ces désastreuses classifications. Selon nous, elles parviendraient, tôt ou tard, à enlever à notre révolution sociale ce caractère éminemment nécessaire de justice, de majesté, qui est sa première, son incontestable force. Là est notre véritable, notre unique souveraineté républicaine, comprenons-le bien.

Après l'ordre, qui est l'intérêt de tous, l'impartialité est le premier devoir auquel il faut rappeler les masses, et surtout les gouvernants, dans quelque catégorie qu'ils soient, à Paris, ou ailleurs.

Nous n'avons pas l'idée de mettre en suspicion ces républicains du lendemain qui avaient ou ont encore des places avidement recherchées et conservées, nous leur souhaitons un repentir complet et un retour franchement dévoué aux institutions émanées de Février.

Quant à ceux dont nous avons parlé plus haut, nous n'avons, nous le proclamons nettement, aucune exigence à exercer à leur égard, puisqu'ils ont été au devant de tout ce que nous pouvions désirer.

Nous devons nous borner, au contraire, à constater l'apport de leurs sentiments incontestablement nationaux, de leur influence réelle, et à leur promettre tous les soins de notre foi et de notre énergie pour que la bonne République, c'est-à-dire celle condamnant tous les excès et toutes les sanglantes calamités de sa devancière, sorte des délibérations de l'Assemblée nationale, comme elle est sortie, intentionnellement déjà, de la sublime révolution de février.

Mais, encore une fois, ne laissons pas cette même organisation manquer de moyens de solidité, de durée, et nous l'espérons bien, de perpétuité, faute du concours naturel et précieux des hommes qui, à sa base, au milieu, au sommet, veulent franchement la bonne République, c'est-à-dire la seule désirable, la seule possible.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

Italie.

La chambre des députés de Turin a voté à la majorité de 127 voix contre 7 toutes les clauses de la loi sur la réunion de la Lombardie au Piémont. A la nouvelle de la victoire remportée à Paris par le pouvoir exécutif sur l'insurrection, la joie la plus vive a éclaté en Italie, et les fonds ont haussé.

Les impériaux, après huit heures de combat, ont été repoussés des hauteurs de Stelvio qu'ils avaient attaquées avec une force de 2,000 hommes et de 2 canons. Le concours des Suisses de Santa-Maria est décidément acquis à la cause de l'indépendance italienne.

se dit-il en attendant Dreus-Jolin dans le foyer de l'Opéra; c'est fort bien... Madame de Franderval, coquette, bien avec Arthur de Beaupréau; ce sera lui rendre la monnaie de sa pièce... Le fait est qu'il a avisé là une femme ravissante... Eh bien, je lui trouve l'air trop sévère, moi, et je préfère Frénette, ma charmante bouquetière... En voilà une délicieuse créature! Sera-ce une proie facile?

Il en était là de son trivial monologue, lorsqu'il avisa Dreus-Jolin venant à lui.

— La toile va baisser, lui dit sévèrement le journaliste; hâtons-nous. Je vais vous montrer le chemin.

Il descendit par des escaliers inconnus à Lucien Dumont, se fit ouvrir des portes dont celui-ci ne soupçonnait pas l'existence, et ils entrèrent dans les coulisses au moment où, couverte d'applaudissements, la débutante venait de se retirer.

Il paraît qu'on n'avait jamais vu, de mémoire de pompier, une jeune fille rentrer, après un succès, avec autant de franchise modeste. On eût dit que ces bravos frénétiques s'adressaient à une autre qu'à elle.

Lorsque Dreus-Jolin et Lucien Dumont pénétrèrent dans les coulisses, la plus grande confusion régnait dans ce sanctum sanctorum de l'art. Les coulisses de nos théâtres ressemblent à une ignoble taverne; ce sont des corridors sombres, mal éclairés par des lampes puantes et enfumées; des trappes mal jointes à travers lesquelles on peut voir d'étranges choses; des décors affreux, vus de près, des charpentes, des poutres qui menacent de vous écraser; des machinistes d'une brutalité anglicane, des oripeaux horribles, couverts de crasse et de cliquant; du chrysocal et du carton peint; des hommes de tous les âges et de toutes les physionomies, habillés de toutes les façons; de pauvres femmes qui grolotent de froid, les épaules découvertes; les unes, pauvres acrobates tombées dans la prostitution; les autres, filles de bohèmes aux joues pâles avant l'âge, avec une virginité fatiguée et flétrie, qui d'un moment à l'autre peut être vendue au plus offrant par des parents criminels; quelques-unes, enfin, mais en bien petit nombre, chastes enfants de l'art.

Dreus-Jolin enjamba et coudoya tout cela; il salua tout le monde d'un geste amical ou d'un sourire familier, jusqu'au séduisant pompier qui se tenait impassible et muet sous les prétendus ombrages d'un prétendu bosquet.

Il arriva enfin, après avoir traversé la scène, au pied de l'escalier du fond qui conduisait au foyer des acteurs, traînant toujours Lucien après lui.

— Où est maman Michu? demanda le journaliste au régisseur, qu'il rencontra.

— J'ai vu passer par là son chapeau, dit avec un grand sérieux un earthainois, c'est-à-dire un figurant qui s'était laissé habiller en pé-

VALEGGIO, 22 juin. — Ce matin sont arrivés à Volta deux régiments d'infanterie, trois escadrons de cavalerie et deux batteries d'artillerie, venant de la Lombardie et commandés par le général Perron; cela fait en tout quatre mille deux cents hommes de plus sur le théâtre de la guerre.

CASALMAGGIORE, 25 juin. — Nous recevons d'une personne digne de foi la nouvelle importante que Charles-Albert, maître de la route de Rovereto, peut se porter sur sur Tarente pour demander au Tyrol italien de faire partie de la sainte cause, et de former une barrière aux renforts qui, de ce côté, pourraient descendre en Italie.

BOZZOLO, 25 juin. — La commission revenue hier du camp de Charles-Albert nous apprend qu'aujourd'hui commencent les préparatifs de l'attaque de Vérone.

Le bruit court que Radetzky serait parti de Vérone avec son armée pour détourner les troupes piémontaises, et qu'il se dirige vers la ligne de l'Oglio.

Espagne.

Les trabucaires ne cessent de ravager la Catalogne, dont les populations demandent à grands cris des armes pour repousser ces brigands.

Amérique.

Le traité entre les Etats-Unis et le Mexique est enfin ratifié; on craint que l'évacuation de Mexico par les troupes américaines ne soit le signal d'une insurrection générale de la part des Indiens. Les nègres de la Martinique continuent à massacrer les blancs, qui ne savent où se réfugier. A Venezuela, dit-on, le président Ménague aurait été battu par le général Paez, qui est à la tête des insurgés.

NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

Les journaux de Lille contiennent une relation des pompeuses funérailles qui ont été faites avant-hier au général Négrier. Le cortège, composé de presque toute la garde nationale du département, d'une vingtaine de représentants et de toutes les autorités, a traversé toute la ville. Partout, sur son passage, il a été salué avec un religieux respect. Plusieurs discours ont été prononcés sur la tombe du brave général.

— Le chiffre, officiellement constaté, des citoyens qui ont perdu la vie dans les funestes journées des 22 et 23 juin, s'élève à trente-deux; sur ce nombre dix victimes appartiennent à la cause de l'ordre et de la civilisation. (Courrier de Marseille)

— On lit dans le même journal : « On assure que de nombreux repris de justice figurent parmi les 400 détenus que les événements des 22 et 23 juin ont placés sous la main de la justice. Il paraît certain que leur nombre s'élève à 62. »

— On lit dans le Censeur de Lyon : « Dans l'après-midi du 27 juin, de fréquentes détonations d'armes à feu ont cessé de jeter l'inquiétude dans la ville de Gex; elles impressionnaient d'autant plus douloureusement que, mardi, les dépêches télégraphiques n'annonçaient point encore positivement la fin de la guerre civile dans les rues de Paris. Ces détonations, qui ressemblaient à un feu précipité de mousqueterie, ont fait croire aux campagnes voisines qu'une collision avait éclaté entre les habitants de Gex. »

« Que veulent donc les gens qui se livrent à des faits de cette nature? Et surtout que veulent donc les gens qui les provoquent? Nous croyons être l'organe de l'immense majorité de nos concitoyens, en blâmant ces imprudentes manifestations. »

— Quelques débris de l'émeute marseillaise, fuyant une juste répression, se sont répandus à la hâte dans le département des Bouches-du-Rhône et dans les départements environnants. Un certain nombre d'entre eux se sont arrêtés à Tarascon; d'autres sont venus jusqu'à Nîmes. L'autorité avait placé un piquet au chemin de fer de Beaucaire pour surveiller l'arrivée des convois. On dit que quelques arrestations ont été opérées.

cheur pour vingt sous.

Dreus-Jolin entraîna Lucien vers l'escalier désigné par le pêcheur et arriva au foyer des acteurs. Il n'eut pas besoin de se faire indiquer la personne qu'il cherchait; il la reconnut à son chapeau extravagant. Ce chapeau, digne d'une ouvrière de loge, était énorme. La forme en était incroyablement la couleur d'un jaune passé. Il était orné de grands rubans rouges. Mme Michu portait en outre un turtan rouge et bleu, une robe de mérinos effilé. Sa chaussure était également médiocre; mais elle avait des gants verts. La bonne dame portait ses haillons avec la dignité que comporte la pourpre. Ce costume moquable, Mme Michu espérait bien, grâce à sa fille, le remplacer bientôt par un plus élégant.

A l'exception de sa fille Paquitta, qui conserva une attitude simple, tous les acteurs et toutes les actrices qui se trouvaient là s'empressèrent autour de Dreus-Jolin. Il leur répondit à tous d'un air de protection qui parut comique à Lucien Dumont. — Il tutoyait les uns, serrait la main aux autres; on voyait que c'était un habitué du foyer; il pouvait se vanter, — auprès de ceux que cela jette dans une admiration imbécile, — d'avoir des relations de coulisses très-étendues.

Qu'était donc Dreus-Jolin pour avoir cette vogue dans cette réunion d'artistes? Était-ce un grand penseur? Un auteur dramatique sérieux et tragique? Un vaudevilliste spirituel? Était-ce un homme bon, obligeant, un de ces cœurs qui attirent à eux la sympathie publique?...

Pas le moins du monde. Au contraire, Dreus-Jolin était un fiéffé scélérat. Et tous ceux qui étaient là le savaient! et tous le méprisaient! et tous auraient eu à s'en plaindre! et tous ils auraient donné la moitié de leurs appointements pendant un mois pour le voir disparaître! Et de tous ces gens qui le fêtaient, le caressaient, l'entraînaient, l'embrassaient, il n'en était pas un qui ne se fût réjoui de sa mort, quoiqu'ils ne fussent pas féroces naturellement et ne souhaitassent guère de mal à leur prochain?...

Voici tout le mystère :

Dreus-Jolin, en ce moment, faisait un journal de théâtre. Je dis journal parce qu'il n'y a pas d'autre mot. Cette feuille n'était nullement une science littéraire, c'était une spéculation d'argent. Dreus-Jolin était un homme de son siècle. Il avait compris son époque. Exploiter l'excessive vanité des artistes, lui avait paru un moyen de se procurer beaucoup de ce métal, proclamé vil dans des livres et dans des scènes dramatiques qui rapportent des fortunes à leurs auteurs.

Ce condottieri littéraire exerçait le chantage avec un cynisme dont ceux qui n'ont pas approché d'une boutique ne pouvaient se faire une idée exacte. Il vomissait ses injures, une bave enragée sur ceux qui ne prenaient pas une foule d'abonnements à son journal, quoiqu'il ne

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 4 juillet.

PRÉSIDENCE DE M. LACROSSE (vice-président).

La séance est ouverte à deux heures.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination d'un questeur, en remplacement du général Négrier.

Avant l'ouverture du scrutin, l'Assemblée, consultée par son président, décide qu'attendu l'importance de leurs fonctions, la majorité absolue des suffrages est nécessaire pour la nomination des questeurs.

Il est procédé au scrutin. Pendant le dépouillement du scrutin, M. le président tire au sort le nom de deux secrétaires sortants. Le sort désigne M. Edmond Lafayette et Emile Péan.

La nomination de deux secrétaires et du vice-président aura lieu demain dans les bureaux.

A trois heures et demie, M. le président proclame le résultat du scrutin.

Nombre des votants.	709
Majorité absolue.	355
M. Laboussière.	255
Le général Lebreton.	205
Le général Lafontaine.	192
Le colonel d'Hauteville.	46

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue, il est procédé à un nouveau scrutin.

Le général Lebreton est nommé questeur par 399 voix; M. Laboussière en a eu 319.

Pendant le dépouillement du scrutin, qui se fait dans une salle voisine, M. Corbon, au nom du comité du travail, présente un rapport sur le projet relatif aux associations d'ouvriers.

Ce projet est ainsi conçu :

« L'Assemblée nationale, voulant encourager l'esprit d'association sans nuire à la liberté des contrats,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. Il est ouvert aux ministres de l'agriculture et du commerce un crédit de 3 millions, destiné à être réparti entre les associations librement contractées, soit entre ouvriers, soit entre patrons.

« Art. 2. Le montant de ce crédit sera avancé, à titre de prêt, sur l'avis d'un conseil d'encouragement formé par le ministre, et aux conditions réglées par ce même conseil.

« Art. 3. Le compte annuel de la répartition de ce crédit sera présenté à l'Assemblée nationale et soumis avec les pièces à l'examen d'une commission spéciale.

« Art. 4. Les contestations entre les membres de ces associations qui profiteront du crédit seront portées devant le conseil des prud'hommes.

« Art. 5. Les avances autorisées par le présent décret sont indépendantes des institutions de crédit qui auront pour but de favoriser le travail agricole et industriel. »

Le projet de décret suivant, présenté hier à l'Assemblée, est adopté sans discussion.

« Art. 1^{er}. Par dérogation aux dispositions du décret du 24 mars 1848, le sous-comptoir des entrepreneurs de bâtiments est autorisé à prêter sur garanties mobilières et immobilières de toute nature, soit par voie de transport, de dépôt ou de nantissement pour les garanties mobilières, soit par voie d'hypothèques ou de privilège, conformément à l'art. 1203 du Code civil, pour les garanties immobilières.

« Il est en outre autorisé à escompter toutes valeurs à deux ou plusieurs signatures, se rattachant au bâtiment.

« Art. 2. Les opérations continueront d'avoir lieu par l'intermédiaire du comptoir national. Les garanties données au sous-comptoir profiteront au comptoir national et à la banque de France, et leur seront acquies par le simple endossement des valeurs.

« Art. 3. Le sous-comptoir est autorisé à conserver les fonds constituant son capital social, et aussi à retirer du comptoir national ceux qu'il y aurait déjà déposés.

« Art. 4. Le ministre des finances est autorisé à prêter au sous-comptoir une somme de 500,000 fr., sans intérêts, pendant trois ans.

« Art. 5. Il est en outre autorisé à garantir vis-à-vis le Comptoir national et la Banque de France, toutes les opérations du sous-comptoir, jusqu'à concurrence d'une somme de 4,500,000 fr., sur laquelle seront prélevées les pertes qui pourraient résulter de ses opérations.

« Art. 6. Les autres dispositions du décret du 24 mars 1848 qui ne seraient pas contraires au présent décret sont maintenues.

« Le ministre des finances et les directeurs du Comptoir national et du sous-comptoir des entrepreneurs, sont chargés de l'exécution du présent décret. »

La séance est levée à six heures.

leur en remit qu'un seul. Croirait-on que, parmi les artistes de la capitale, pas un, même entre les plus célèbres, n'osa s'affranchir de cette contribution forcée... En vain, leur fut-il prouvé que la feuille de Dreus-Jolin n'était que par eux-mêmes, que le public la repoussait avec dégoût; tous craignaient ses injures et se laissaient intimider par ses menaces. Dans leur amour-propre incroyable, tous venaient payer leur tribut à ce Minotaure dramatique, tous jetaient un peu d'or au monstre pour n'en être point dévoré. Les uns lui faisaient une rente mensuelle, soit pour qu'il ne les déchirât pas, soit pour qu'il fit leur éloge; — les autres lui prirent un certain nombre d'abonnements; — tous le couvraient de cadeaux. Les prima-dona et les danses sur-tout tenaient à être bien avec lui.

Quand il y avait rivalité entre deux artistes, c'était celui — ou celle — qui faisait le plus beau présent qui l'emportait. C'est à en rongir pour l'art. On tenait à des éloges, que tout le monde avait été acheté à prix d'argent! On redoutait, à l'égal d'une épidémie, un sarcasme une ligne, un mot.

Quand il était bien avec un artiste, Dreus-Jolin ne tarissait pas d'éloges, à tant la ligne; — quand il était mal avec lui, il ne tarissait pas de calomnies.

Il jouait impudemment l'homme qu'il avait le plus dénié la veille. Ceux qu'il avait traités dans la boue; il en faisait ensuite le plus pompeux éloge. Et, malgré cela, il était comblé par tous d'argent et de politesses.

Il est impossible de voir rien de plus absurde et de plus déplorable. Ce misérable était une puissance! Il formait autorité! Il n'était pas encore décoré, n'ayant fait faillite que plus tard; — mais cette croix qui lui manquait, il l'obtint un jour.

Cette corruption se reproduit partout, comme une lèpre épidémique: dans les arts, dans les lettres, dans la politique, dans la vie privée; il est des écrivains qui exercent dans toutes les branches ce hideux métier.

Chacun félicitait Paquitta sur son triomphe. Sa mère était radieuse. — Derrière Paquitta se tenait un homme à l'aspect dur et repoussant, un sourire sinistre. Cet homme, fort et trapu, avait une tournure équivoque; ses traits avaient une expression énergique et rude. Il portait une redingote médiocre, un pantalon médiocre, un chapeau médiocre, des bottes médiocres. Il avait pas mal l'air de ces mauvais sujets d'estaminet qui ne sont ni de braves ouvriers, ni d'honnêtes commis; qui n'ont pas les simples et loyales allures du peuple, ni les manières distinguées des bourgeois qui ont reçu une éducation brillante. Il avait assez l'air d'un vieux étudiant maugé, d'un marchand de contre-marchés ou de chaînes de sûreté.

Ce personnage s'appelait Durandard. Lui et Dreus-Jolin se salu-

FAITS DIVERS.

De nombreuses arrestations ont été faites dans la cité Popincourt. Le nombre des individus arrêtés pour avoir pris part à l'insurrection s'élève à 204. Ils ont été conduits à la préfecture de police sous l'escorte des 59^e et 28^e de ligne.

— Nous apprenons que, par suite de l'instruction qui se poursuit en ce moment, plusieurs demandes d'extradition d'individus compromis dans l'insurrection, et qui sont parvenus à quitter la France, viennent d'être adressées aux gouvernements étrangers.

— On affirme que M. Alphonse Esquiros a été arrêté malgré et depuis sa lettre de dénégations.

— C'est par erreur qu'en annonçant l'arrestation de M. Grandmènil, on a dit qu'il était rédacteur en chef et gérant du journal la *Reforme*.

— On assure que l'ancienne commission exécutive se dispose à prendre l'initiative d'une demande d'enquête sur les actes de son administration, et notamment sur ceux qui se rapportent directement aux dernières journées. La commission prétendrait avoir ordonné toutes les mesures nécessaires pour empêcher le conflit qui a eu lieu, et déclinerait toute la responsabilité qu'on prétend faire retomber sur elle, pour le sang qui a été versé.

Nous ne savons quel succès aura ce système de défense au point de vue du maintien matériel de l'ordre : ce que nous savons, c'est que l'opinion publique absoudra difficilement le Gouvernement provisoire et la commission qui a recueilli son héritage du désordre moral qui avait rendu inévitable, un jour ou l'autre, le sanglant combat des quatre journées. (*Messager*.)

— C'est jeudi, à la Madeleine, qu'aura lieu le service funèbre des victimes des quatre journées de juin. On a commencé dès ce soir les préparatifs à l'église et devant la grande façade du palais de l'Assemblée nationale, qu'on va couvrir de tentures de deuil.

— M. de Girardin a pu communiquer aujourd'hui avec sa femme et l'un de ses associés. Le secret a été levé à midi.

Il est placé sous la juridiction militaire du conseil présidé par le colonel Bertrand.

Il n'a été opéré, ni chez M. de Girardin, ni à la *Presse*, à aucune perquisition; on s'est borné à saisir quelques lettres relatives à la rédaction.

On pense qu'il sera rendu à la liberté demain matin.

— M. de Châteaubriand est mort hier matin, à son domicile, rue du Bac, 112, après cinq jours de souffrances, des suites d'une fluxion de poitrine.

Il conservait sa connaissance jusqu'au dernier moment. Il s'est fait rendre compte des événements de juin, et a été fort touché de la mort de Mgr. l'archevêque de Paris.

L'Académie, réunie hier matin, a appris le danger que courait l'illustre écrivain; elle a envoyé aussitôt une députation pour rendre un dernier hommage au glorieux auteur des *Martyrs*.

— Hier, le commandant Braquehay, chef d'état-major de la garde mobile, à la tête d'un détachement du 22^e bataillon, a été offrir à l'Assemblée nationale, une petite pièce de campagne et dix drapeaux pris par ce bataillon sur les insurgés, aux barricades du faubourg Saint-Antoine.

Il a été reçu par une députation de l'Assemblée nationale à la tête de laquelle était M. Marie, qui a adressé au commandant Braquehay et au détachement les paroles les plus flatteuses; en les priant de les rapporter à leurs camarades.

Le canon et les drapeaux sont restés déposés à la présidence.

— Un nommé Marius, président du club des anciens militaires, a été arrêté dans le 5^e arrondissement.

— On nous apprend l'arrestation de M. Bérard, gérant du journal le *Napoleonien*.

— Les signaux de nuit se font toujours remarquer aux abords du canal Saint-Martin. Nous appelons sur ces faits, qui inquiètent la population, toute la vigilance de la police.

— Un témoin oculaire nous rapporte un fait qui témoigne de

l'acharnement avec lequel se battaient les insurgés. Un chirurgien a extrait de la blessure d'un militaire plusieurs dents humaines. On doit supposer qu'un insurgé manquant de balles a chargé son fusil avec des dents arrachées à la mâchoire d'un cadavre.

— Un de nos artistes les plus distingués, M. Emile Lafon, a été chargé du tableau qui représentera la mort héroïque de Mgr Allie.

— Des tentes ont été dressées sur le boulevard, près du Château-d'Eau et sur la chaussée qui se trouve en face des théâtres de la Gaîté et des Folies-Dramatiques; les troupes y bivouaquent.

— Les convois, service et enterrement de Mgr l'archevêque de Paris auront lieu vendredi 7 juillet, en l'église métropolitaine. La levée du corps se fera à l'archevêché, à neuf heures très-précises. Le bourdon annoncera la cérémonie la veille, à huit heures du soir, et le jour à six heures précises du matin. Le clergé est prié de se rendre à l'archevêché à huit heures pour y prendre l'habit de chœur et former le convoi. (*Bien public*.)

— Hier au soir, à onze heures, les pompiers de Montmartre descendaient en toute hâte vers la place Saint-Georges. Un incendie venait de se déclarer, disait-on, dans l'hôtel de M. Thiers. On avait exagéré le mal : ce n'était qu'un feu de cheminée, qui a été promptement éteint. (*Nouv. du jour*.)

— Ce matin, ont eu lieu les obsèques de M. Avrial, commissionnaire armateur, rue Bergère, n° 7, le premier des gardes nationaux de la 2^e légion tués le 23 juin par la première décharge des insurgés de la porte Saint-Denis. Les restes de M. Avrial ont été accompagnés au cimetière du Père-Lachaise par un grand nombre de commerçants et un détachement des gardes nationaux de la compagnie, qui lui ont rendu les honneurs militaires. M. Avrial laisse une veuve et cinq enfants. (*Idem*.)

— Les préparatifs pour la cérémonie funèbre des victimes de juin sont poussés avec activité. Un grand nombre d'ouvriers sont occupés à tendre en noir le péristyle de l'Assemblée nationale et la façade de l'église de la Madeleine. A l'entrée de la place de la Concorde et des Champs-Élysées, on dresse un immense échafaudage destiné à supporter l'autel. Le prélat officiant sera, dit-on, M. l'évêque d'Orléans. (*Idem*.)

— Le camp établi sur les boulevards est divisé en deux parties. La première, qui s'étend du Château d'Eau au coin de la rue du faubourg du Temple, compte vingt-six tentes et se compose d'une batterie complète servie par le 4^e d'artillerie. — La seconde compte cinquante tentes, dont le développement embrasse le boulevard de la rue du Faubourg-du-Temple, jusqu'à vis-à-vis le jardin Turc; elle est occupée par deux bataillons des 29^e et 7^e de ligne, et un escadron du 8^e dragons, dont les chevaux occupent les écuries du roulage général de la rue de Bondy, et d'un grand bâtiment en construction de la rue Saint-Nicolas-des-Maraîs. Deux centres principaux pour la cuisine sont établis, l'un au pied de l'arbre de la liberté planté devant le Théâtre-Historique, le second devant le théâtre de la Gaîté. Le quartier-général, commandé par les généraux Subervie et Hecquet, occupe le grand foyer du Théâtre-Historique. (*Idem*.)

— Louis-Napoléon Bonaparte, élu représentant par la Corse, a donné sa démission.

— L'hôpital de la Charité contient environ 160 insurgés blessés. Les salles sont gardées par des soldats de la ligne et par des gardes nationaux. Les précautions les plus sévères ont été prises : les blessés sont pour la plupart revêtus de camisolles de force, et liés par des lanières en cuir. Il est à désirer que ces rigueurs ne soient appliquées que dans les cas indispensables, et c'est dans les hôpitaux surtout que doivent se concilier les exigences de la justice avec celles de l'humanité. (*Id.*)

— Le 25, au moment où le tambour-major de la 12^e légion était conduit comme prisonnier à l'Abbaye, plusieurs gardes mobiles à cheval qui se trouvaient, lors de son passage, au café de la rue Molière, le reconnurent, et, sans doute encore sous l'impression bien pénible de la perte de leurs frères d'armes, ils se disposaient à le mettre à mort, lorsque plusieurs gardes nationaux du 3^e bataillon de la 11^e légion, qui avaient marché sur les barricades avec tant de résolution, et qui, dans ce moment, se trouvaient de service place de l'Odéon, rivalisèrent d'efforts

et parvinrent à sauver le malheureux prisonnier. (*Idem*.)

— Mgr l'archevêque de Paris adressait, le 29 mai dernier, à son secrétaire de la commission de l'examen des livres, la lettre suivante, qui montre avec quelle sollicitude il s'occupait du sort des ouvriers et saisisait les moindres occasions pour leur être utile.

Paris, le 29 mai 1848.

« Je vous prie, mon cher ami, d'examiner une suite de tableaux peints sur verre et le texte explicatif. Ils sont destinés à l'enseignement élémentaire de l'histoire. C'est, m'assure-t-on, le moyen de faire travailler 3,000 ouvriers. Je désire que cet examen soit gratuit, et, qu'après l'avoir fait, les tableaux soient rendus aux ouvriers.

» Tout à vous, votre affectionné,

» DENIS, archevêque de Paris. »

(*Nouvelles du Jour*.)

— Un banquet fraternel à 50 centimes, ayant pour objet la fusion des divers compagnonnages de Châlons, a eu lieu dimanche dernier dans la prairie de Sainte-Marie. Près de mille ouvriers y assistaient. Divers discours ont été prononcés. L'accord le plus parfait n'a cessé de régner dans cette réunion.

— M. de Rothschild avait déposé, avant le février, 20 millions pour son cautionnement en garantie de l'emprunt soumissionné. Cet emprunt n'ayant pas été payé dans son intégralité, les vingt millions restent acquis à l'Etat.

— Le fameux tambour-major de la douzième légion, dit le *professeur de barricades*, se nomme Dubois : c'est un ancien valet de chambre de la princesse Adélaïde, sœur de Louis-Philippe. Depuis longtemps il avait été renvoyé des Tuileries pour ses habitudes d'ivrognerie.

— Il est question de donner une organisation nouvelle aux gardes nationales des départements. Elles seraient divisées désormais en 120 légions, 20 divisions et 40 brigades. Elles formeraient ainsi une armée permanente.

— Un coup de feu a été tiré hier soir, vers sept heures, sur le quai d'Orsay, à la hauteur du palais de la Légion-d'Honneur. Une certaine émotion a gagné de proche en proche, et bientôt un grand nombre de personnes s'est porté sur ce point. Le coup de feu avait été dirigé contre un chien de chasse qui, à deux reprises, s'était jeté sur un militaire et l'avait mordu aux jambes. L'animal était étendu roide mort.

— Sur la demande du ministre de l'intérieur, le général ministre de la guerre, commandant en chef des troupes de Paris, a nommé provisoirement le colonel Lafont de Viliers commandant supérieur de la garde mobile, en l'absence du général Damesme, blessé sur les barricades. On dit que ce dernier va être nommé gouverneur du château de Vincennes.

— L'Assemblée a voté le projet de loi sur les élections municipales et départementales. Un seul amendement de quelque importance a été adopté : il ordonne la publicité des délibérations des conseils généraux, à moins que la majorité du conseil ne demande le comité secret.

VARIÉTÉS.

Du rachat des Chemins de fer par l'État.

(Suite et fin.)

Nous comprenons parfaitement que le gouvernement, dans l'hypothèse où tous les chemins de fer se trouveraient dans ses mains, eût, dans certaines circonstances, baisser ou même supprimer partiellement ses tarifs, cependant nous pensons qu'il est convenable et juste que l'exploitation des chemins de fer ne soit pas une charge pour lui, et même qu'il y trouve des ressources pour amortir les fonds absorbés par les travaux, sinon pour en payer l'intérêt. Or, ce qu'il y a de remarquable, c'est que les tarifs que perçoivent les compagnies, en vertu de leurs cahiers de charges, tarifs qui, nous devons le dire en passant, mettent le transport par chemin de fer hors de la portée des classes nécessiteuses, ne sont pas, malgré leur élévation, ceux qui rendent le plus grand produit.

quand il est chaud.... Un malheur est vite arrivé. On l'enjolera; on lui dira que c'est pour le bon motif, et puis... zut!

Monsieur Durandard leva le pied et fit claquer son ponce sur son médium d'une façon tout-à-fait nouvelle, en proferant ces dernières paroles.

— Et puis... zut! vous l'avez dit, reprit Dreus-Jolin avec un très-grand sérieux. Vos espérances s'envoleront comme de la fumée... C'est une occasion qui ne se retrouve pas deux fois dans la vie d'une femme d'être...

— Elle l'est, elle l'est, s'écria la Michu, en avançant le bras comme pour prêter un serment.

— Sans cela, le beau mérite, fit Durandard.

— Il est clair que si elle ne l'était pas, elle pourrait se produire elle-même, et aurait beaucoup perdu de sa valeur... quoique cependant...

— Enfin, que préparez-vous?

— Je vous prépare en termes clairs, un entre-teneur pour Paquitta... un millionnaire... l'ami de ce garçon que je vais vous présenter... Il sait que ça peut marcher sur des roulettes... Il va demain chez vous; vous lui direz votre prix... et puis, si vous tombez d'accord, vous la lurrerez contre espèces.

On n'eût pas mieux parlé d'une pacotille, d'un ballot de marchandises, d'une pièce de vin, d'une bête attachée sur un marché.

— C'est cela, fit Durandard.

Madame Michu fit un pas vers Lucien.

— Un mot encore, dit le journaliste, je vous procure là une affaire... Vous comprenez...

La Michu regarda Durandard pour lui demander conseil.

— Dix pour cent, dit Durandard, qui avait parfaitement entendu Dreus-Jolin, car il avait l'habitude de ces sortes de transactions.

— Vingt, répondit le journaliste, ou il n'y a rien de fait.

— Douze, dit la Michu qui avait compris qu'il s'agissait d'une remise à faire à Durandard.

— Sacré vilain courtier de chair humaine, dit Durandard en riant, mettons à quinze; c'est couper le différent en deux.

— Douze, c'était assez, dit la mère.

J'ai fait tant de sacrifices pour elle!... Elle m'a coûté les yeux de la tête...

— J'ai dit quinze, fit Durandard; nous ne pouvons nous en débiter.

— Allons, soit, dit-elle.

— Est-ce convenu? fit Durandard.

— Si vous en aviez une demi-douzaine! dit Dreus-Jolin.

— C'est arrêté, dit Durandard en frappant dans la main de Dreus-

rent.

— Bonjour mamar Michu, je viens dialoguer un moment avec vous, fit gaiement le journaliste.

— Trop d'honneur, monsieur Dreus-Jolin, trop d'honneur.

— Vous êtes une honnête femme et votre fille aussi... Vous êtes la vertu et la décence même, continua-t-il à haute voix.

— Oui, reprit la femme Michu, j'ai élevé une fille dans de bons principes, et je puis me vanter qu'elle est pure comme la bonne Vierge....

— Avant ou après la conception? demanda un ténor.

Paquitta rougit fort, dans sa sainte pudeur, de se trouver le sujet d'une pareille conversation.

Pendant que Dreus-Jolin causait ainsi avec la Michu, Lucien s'était approché de Paquitta et causait musique avec elle, et la félicitait sur le beau succès qu'elle avait obtenu.

Il n'avait jamais pu la rencontrer d'aussi près, et il la trouva fort belle, mais ce qui le frappait surtout, c'était moins encore le foyer de tendresse que son regard révélait, languissant et voilé, que sa tenue si peu en harmonie avec les mœurs théâtrales à cette époque. — Je dis à cette époque, parce que par un phénomène qui n'a pas échappé à la sagacité des observateurs, plus le grand-monde devient corrompu, plus le monde artistique cesse de l'être. Les actrices sans mœurs sont aujourd'hui une exception. On ne professe plus la débauche dans les coulisses; je connais des cantatrices qui sont d'excellentes mères de famille, des danseuses qui sont des épouses très-vertueuses. L'humiliation est en haut maintenant; dans la politique, dans l'administration, l'écume monte au dessus; — les courisants appellent cela la crème.

Paquitta n'avait rien de ce qui annonce ou promet la fille de joie; elle n'avait pas le nez retroussé et au vent, la lèvre impudique, le regard effronté, le parler haut, l'allure friponne; — elle ressemblait à une vierge antique. On voyait que chez elle un cœur pur battait sous la baïste de ce premier vêtement qu'il est défendu de nommer en Angleterre, — dans ce pays vertueux où les riches, si puritains en paroles, tuent les pauvres par l'exploitation la plus effrénée et la plus barbare du capital sur le travail de l'homme sur l'homme.

Tout en courant, Lucien examinait Paquitta dans ses détails. Elle avait un teint incomparable, une peau fine, des traits d'une noblesse remarquable; son front était terminé par deux sourcils élégants, — châtains comme son abondante chevelure. Sa bouche, qui contenait pour un amant des trésors de volupté et de tendresse, eût découragé par sa pureté inimitable le plus habile pinceau. Ses yeux, de ce beau blond foncé plus voluptueux que le bleu du ciel, étaient artistement posés, et jetaient des éclairs d'un jaune d'or. Cette teinte ne peut s'obtenir par aucun mélange sur la palette. — Ce regard était excessivement tendre, excessivement noble.

Cette tête magnifique se posait sur de belles épaules, rondes, veloutées, roses, enluminées, exhalant l'odeur suave particulière à la jeune femme, — parfum qui, surtout le soir, allume les sens. — Les épaules promettaient, à trente ans, de se développer dans toute leur plénitude.

Sa taille était moyenne, c'est-à-dire ravissante; — car une femme trop petite ressemble à une poupée, et une femme trop grande, à un gendarme.

Paquitta avait un pied élégant, non pas tout petit, comme les Chinoises, — ce qui est fort laid; — elle avait le pied que les sculpteurs prêtent à la Diane chasseresse. Ses mains étaient blanches, transparentes; ses ongles étaient roses comme ses gencives, et bien plantés, comme ses dents.

Lucien trouva Paquitta un ensemble de beauté; elle lui apparut comme ces péris que rêvent les collégiens en lisant des contes dits orientaux.

Quand Lucien eut bien contemplé Paquitta, il regarda sa mère; cet examen fut moins agréable.

Son œil avait une expression de scélératesse fait pour donner le frisson à ceux qui ont peur des méchants, ne sachant pas combien ils sont lâches devant le courage. — Cette femme épouvantait les regards par cet œil injecté de sang. Son front disait qu'elle avait de l'intelligence, — mais une intelligence toute concentrée dans le foyer de ruses basses. Sa bouche était ardente; ses lèvres, d'un rouge bleu, révélaient un tempérament sanguin et fangeux. Il y avait, dans cette importante partie de sa face, de la débauche et de la férocité. Ses dents étaient blanches et presque aussi belles que celles de sa fille. Ses cheveux, également châtains, mais entremêlés çà et là de poils blancs, étaient moins opulents. Sa voix n'avait pas dû avoir primitivement un vilain timbre, mais l'habitude des liqueurs fortes l'avaient enroué.

— J'ai une excellente affaire à vous proposer, mamar, lui dit Dreus-Jolin; il s'agit de Paquitta. Ce jeune homme que vous voyez est l'ami intime et l'agent d'un millionnaire.

— Ça nous botte, dit Durandard, qui se mêla à la conversation.

— Faut voir, faut voir, dit la Michu en se donnant un air de dignité comique, comme un bourgeois qui a une maison à vendre.

Les trois personnages s'étaient un peu rangés à l'écart, afin de n'être point entendus.

— Il n'est que temps, ma bonne dame Nicolas, continua le journaliste, de vous défaire de Paquitta... Si vous tardez, on vous la soufflera pour rien... vous verrez ça... Elle se prendra de belle passion pour un beau lion, bien frisé, bien pommadé, bien ganté, et qui n'aura peut-être pas le sou.

— C'est très-juste, interrompit Durandard; il faut battre le fer

La Belgique, qui a eu le bon esprit de ne pas commettre la faute dans laquelle nous sommes tombés, a pu expérimenter pour un réseau de voies de fer, l'influence des tarifs sur le rendement de l'exploitation; et elle en est arrivée à conclure que la base de 3 cent. et 1/2 par kilomètre, pour les voyageurs, était celle qui donnait les plus beaux résultats; c'est-à-dire presque moitié de ce que nous payons chez nous.

Nous ne faisons pas ici le reproche aux compagnies d'avoir perçu le tarif maximum qui leur était permis, parce que le tarif belge ne peut être productif qu'à la condition de s'appliquer sur une grande échelle. Ce n'est donc qu'à l'Etat qu'il est possible de le mettre en pratique, de réduire immédiatement à sa juste limite le prix du transport des voyageurs et des marchandises, et mettre enfin les chemins de fer à la portée de toutes les bourses, de sorte qu'on puisse dire qu'on ne voyage plus à pied que pour son agrément. Nous oublions sans doute bien des raisons militantes en faveur de la thèse que nous avons entreprise de soutenir; mais nous avons hâte d'arriver aux moyens de rachat, car nous ne mettons pas en doute le droit que l'Etat peut avoir de l'effectuer, droit qu'il s'était formellement réservé dans les cahiers de charges annexés aux lois de concessions, et que les actionnaires auraient mauvaise grâce à dénier, lui qui leur avait conféré la faculté d'expropriation à leur profit, pour tous les terrains dont ils pouvaient avoir besoin.

Ainsi, même en droit, et la loi de 1840 à la main, l'Etat peut exproprier les compagnies de chemin de fer. Un décret de déclaration d'utilité publique suffirait pour légaliser la mesure, et pour frapper toute opposition d'impuissance. Nous demanderions même que ce décret fût rendu dans les formes voulues, avec enquête publique et ouverture de *commodo* et d'*incommodo*, car nous ne doutons pas un instant d'un résultat qui ôterait à la mesure du rachat tout caractère de violence et d'illégalité, et la mettrait sous la sauvegarde publique. — Nous ne voulons donc que des moyens égaux pour arriver au résultat auquel nous aspirons de toutes nos forces, et nous réproverions hautement tous ceux qui ne seraient pas frappés au cachet de la loyauté. Il faut qu'un gouvernement se montre juste pour être fort, et pour attirer à lui le concours de tous les bons citoyens.

La position des actionnaires varie avec l'état dans lequel se trouve le chemin où leurs fonds sont engagés; leurs droits ne sont pas les mêmes, car pour les uns la valeur de l'action ne repose que sur des éventualités, tandis que pour les autres elle a une base réelle. Un moyen général de rachat nous semble donc difficile; il nous paraît plus convenable de scinder la question et d'appliquer à chaque catégorie d'actionnaires une solution spéciale.

Nous diviserons donc les chemins de fer en trois classes :

- 1° Chemins non libérés en construction ;
- 2° Chemins non libérés en exploitation ;
- 3° Chemins libérés en exploitation.

Les actions de la première catégorie n'ont qu'une valeur fictive, les produits présumables de l'exploitation n'entrant pour rien dans les cours auxquels elles sont cotées, on ne doit donc pas tenir compte, pour elles, des bulletins de la Bourse. La seule chose à considérer est la position des détenteurs de ces actions. Or, ces détenteurs peuvent se diviser en deux classes distinctes, les agitateurs d'une part, les actionnaires sérieux de l'autre. Les premiers ne recherchant que les bénéfices illicites de la prime, ne voyant pas au-delà des *marchés fin courant*, ne possédant des actions que temporairement ne doivent pas être regardés comme un obstacle sérieux; donnez-leur une valeur quelconque, pourvu qu'elle puisse leur servir à jouer à la bourse, cela leur suffit. Ce qu'il leur faut, c'est un titre négociable.

Quant aux seconds, ils ont droit aux plus grands ménagements, car souvent ce n'est que le fruit d'épargne laborieusement amassés qu'ils viennent apporter dans ces entreprises. Aussi pour eux une action est un placement dans lequel la chance aléatoire a peu d'influence; ce qu'ils y cherchent, c'est un revenu.

Cette considération suffit pour indiquer le moyen d'arriver au but que nous proposons; et nous disons dans ce cas : que l'Etat se mette purement et simplement à la place des compagnies, en changeant seulement le nom du titre au porteur, qui serait converti en 5 p. 100 au pair, après complément des versements par sommes de 10 francs par action échelonnées de mois en

mois; de cette sorte, la rente française ne serait pas affectée par la crainte d'une émission immédiate de nouveaux coupons, puisque cette opération serait reportée à l'époque de la libération définitive des actions, et que rien n'empêcherait les porteurs de se libérer plus promptement, en leur bonifiant 5 p. 100 sur les versements anticipés.

D'ailleurs, cette opération ne portant que sur quelques lignes en construction, telles que la ligne de Lyon, ne présenterait pas un capital de plus de 300 millions, et encore pourrait-on en défalquer les déchéances encourues par les actionnaires, qui, après un laps de temps déterminé, n'auraient pas satisfait à leurs engagements.

On a dit, à la vérité, qu'il n'était pas juste de forcer les gens à prendre de la rente au pair quand ils pouvaient se la procurer à 40 0/0 de perte. Mais nous ferons observer que le prix des fonds publics ne peut pas être considéré comme normal, que d'ailleurs l'opération que nous proposons ne devrait avoir lieu que dans 25 mois pour la plupart des lignes; et que d'ici cette époque personne ne peut dire quelle sera la valeur vénale du titre qui sera remis aux actionnaires.

Parlons maintenant de la troisième catégorie, pour revenir ensuite à la deuxième.

A notre avis, les actions des lignes en exploitation régulière ont une toute autre valeur que celles des chemins en construction; celles-ci ne reposent que sur un gagé fictif en quelque sorte, tandis que les premières, recevant un intérêt fourni par les produits du capital, hypothéquées sur une propriété réelle, ont une valeur qui peut s'apprécier facilement. Le mode de rachat doit donc être différent de celui que nous avons indiqué plus haut.

Dans ce cas, l'Etat se trouvant en possession, immédiatement, de propriétés productives, n'a plus besoin, en quelque sorte, d'apporter son crédit moral à l'appui des titres qu'il donne aux actionnaires; l'immeuble cédé est une garantie hypothécaire qui soutient le prix du titre et empêche la dépréciation.

Nous croyons donc que c'est le cas d'appliquer la forme de créance hypothécaire au papier à émettre, en remplacement des actions actuelles, et d'en faire une valeur distincte des rentes françaises, bons du Trésor, et autres papiers monétaires, puisqu'elles reposent sur une autre base.

Nous rentrons donc complètement, pour la forme, les noms et les conditions du nouveau titre à instituer, dans les idées publiées dans la Presse.

Le bon de chemin de fer nous semble être le meilleur mode de remboursement, avec les conditions d'intérêt à 365 centimes par an, au cours forcé comme papier-monnaie, et perpétuité des titres, comme la base sur laquelle ils reposent.

Nous n'entrerons pas dans de plus longs développements sur ce sujet; car nous ne pourrions que reproduire les considérations présentées par M. de Girardin, et il n'est personne qui ne les connaisse.

Quant au mode d'appréciation de la valeur des actions, il ne nous paraît pas qu'il puisse y avoir de sérieuses difficultés, la base de rachat stipulée dans les cahiers des charges. On prendrait les cinq dernières années de l'exploitation, en défalquant de la somme des produits bruts l'année dont le rendement aurait été le plus fort, et celle où il aurait été le plus faible; les frais constatés de l'exploitation et le produit net restant donnerait équitablement pour tous la valeur à racheter. L'Etat ne pourrait y perdre, puisqu'il est évident que les produits des chemins de fer vont sans cesse en augmentant, et qu'ainsi les actionnaires recevraient une rétribution établie pour eux d'après les meilleures conditions.

On a proposé le rachat d'après la cote de la Bourse du 23 février, mais ce moyen ne nous paraît pas juste, parce que les cotes se compliquent d'influences judiciaires en dehors des produits des chemins, et qu'on risquerait de payer trop aux uns et pas assez aux autres.

Nous estimons, dans l'hypothèse de notre système, que la somme de titres à créer ne dépassera pas, pour la troisième catégorie, 370 millions.

Arrivons maintenant à la deuxième catégorie.

On voit de suite qu'en combinant les deux systèmes que nous proposons, la solution de cette dernière question est on ne peut plus simple.

Pour les chemins placés dans ce cas, les versements restant

à effectuer, s'appliquant, soit à des remboursements à faire à l'Etat, soit à des compléments de travaux ou d'acquisitions de matériel.

Il faudrait donc qu'une évaluation exacte des dépenses d'appropriation et de perfectionnements fût faite, que les actionnaires soient tenus de compléter leurs versements jusqu'à concurrence des sommes nécessaires, versements dont il leur serait tenu compte en rente.

L'Etat abandonnerait son recours sur ce qui lui est dû pour travaux exécutés par lui, des avances faites, et le surplus des actions serait remboursé en bon de chemins de fer, au prorata des sommes versées au moment de l'expropriation.

Telles sont les mesures que nous proposons pour arriver sans secousse pour les actionnaires, sans dépense pour l'Etat, au rachat immédiat des chemins de fer, et sans charger le Trésor de frais d'achèvement des travaux commencés.

Certes, nous n'avons pas la prétention de croire notre projet inattaquable; nous appelons, au contraire, de tous nos vœux les objections et la discussion des moyens que nous présentons, elle seule peut faire naître la lumière, et c'est avec elle que nous espérons voir triompher la conviction que nous portons en nous.

Où, la concentration entre les mains de l'Etat de toutes les voies de communication est une chose indispensable et d'un haut intérêt public.

S. L.

BOURSE DE PARIS.

A TERME.		AU COMPTANT.			
		1 ^{re} C.	PL. H.	P. B.	2 ^{de} D.
pl. h.	en liquidation.....	48	48 75	46 50	48 00
46 50		45 50	45 50	45 50	45 50
pl. b.	pour fin courant dont 1.....	45 50	45 50	45 50	45 50
3 0/0	pour fin courant dont 50.....	45 50	45 50	45 50	45 50
d ^{re} c.	pour fin prochain dont 1.....	45 50	45 50	45 50	45 50
	pour fin prochain dont 50.....	45 50	45 50	45 50	45 50
pl. h.	en liquidation.....	73 50	75	73 50	74 25
69 25		70 00	72 50	71	72 50
pl. b.	pour fin courant dont 1.....	70 00	72 50	71	72 50
68 75	pour fin courant dont 50.....	70 00	72 50	71	72 50
d ^{re} c.	pour fin prochain dont 1.....	70 00	72 50	71	72 50
68 75	pour fin prochain dont 50.....	70 00	72 50	71	72 50
	Saint-Germain.....	118 75			117 50
	Act. de 500 T. P.....	97 50			100
	Versailles (rive droite).....	587 50	592 50		587 50
	— (rive gauche).....	587 50	592 50		587 50
	Paris à Orléans.....	412 50	415	412 50	415
	— pr. dont 10 au 29 courant.....	412 50	415	412 50	415
	— pr. dont 10 au 15 prochain.....	412 50	415	412 50	415
	— pr. dont 20 au 15 courant.....	412 50	415	412 50	415
	Paris à Rouen.....	206 25			206 25
	Rouen au Havre.....	222 50	225	222 50	222 50
	Act. de 500 T. P.....	222 50	225	222 50	222 50
	Avignon à Marseille.....	83 75			82 50
	Strasbourg à Bâle.....	260			257 50
	Centre.....	400			398 75
	Amiens à Boulogne.....	360			358 50
	Orléans à Bordeaux.....	360			358 50
	Nord.....	357 50			360
	— pr. dont 10 au 21 courant.....	357 50			360
	— pr. dont 10 au 15 prochain.....	357 50			360
	— pr. dont 20 au 15 courant.....	357 50			360
	Paris à Strasbourg.....	343 75			342 50
	A. 500—200 P.....	343 75			342 50
	Tours à Nantes.....	313 75	313 75	312 50	315
	A. 500—200 P.....	313 75	313 75	312 50	315
	Paris à Lyon.....	313 75	313 75	312 50	315
	A. 500—250 P.....	313 75	313 75	312 50	315

Seul, de tous les journaux, LA PRESSE RÉPUBLICAINE publiera successivement un grand nombre de *Lettres inédites* écrites par l'ex-roi, l'ex-reine, les ex-princes et princesses de la famille d'Orléans. Le Directeur du Journal possède les *ORIGINAUX* de ces Lettres curieuses ainsi que le *Testament* de Louis-Philippe.

Le Rédacteur en chef CHARLES MARCHAL.

PARIS. — IMPRIMERIE CENTRALE DE NAPOLEON CHAIX ET C^{ie}.

Jolin, comme sur un champ de foire font les marchands de bestiaux. — Il le faut bien, soupira le journaliste en tapant aussi dans la main de Mme Michu.

Il en est ainsi, depuis le ministre qui vend des privilèges et des concessions, jusqu'aux misérables qui vendent des femmes. Le théâtre peut changer, mais partout la corruption est la même! Voilà ce qu'a produit l'individualisme, la concurrence, le *chacun chez soi*, *chacun pour soi*, — le laissez passer, le laissez faire, — ce que produira l'association, la fraternité c'est précisément l'opposé. Pourquoi faut-il, hélas! que la tragédie du mal soit si longue? Pourquoi faut-il subir tous les genres d'oppression avant d'arriver à la liberté? Pourquoi, avant de vivre unis par l'amour, faut-il s'être fait les uns aux autres une guerre impie et sanglante? Pourquoi le règne de la vertu ne peut-il venir qu'après que celui du vice aura fait son temps?...

Tu as bien fait d'en finir, dit tout bas Durandard à la femme Michu; — ce n'est pas quand elle aura six pieds de terre sur la tête, et nous aussi, que nous pourrions faire affaire. Pour se décider, on ne doit pas attendre qu'on soit mort.

Ils se rapprochèrent, avec Dreus-Jolin, de Lucien et de Paquita.

Monsieur Lucien Dumont, que j'ai l'honneur de vous présenter, dit Dreus-Jolin, desirons vous faire une petite proposition.

Nous recevrons Monsieur quand il voudra, répondit la Michu en faisant la révérence.

Demain, Madame, si vous le permettez, je me présenterai chez vous.

Dreus-Jolin arrosa une feuille de son portefeuille, y écrivit l'adresse des Michu et la donna à Lucien.

J'espère travailler à votre bonheur, Mademoiselle, dit-il galamment à Paquita.

La jeune fille devint pourpre de honte, elle devina une partie des malheurs dont on la menaçait.

Ne rougis donc pas comme ça, lui dit sa mère. Tu as l'air bête d'une pensionnaire. Ce monsieur ne t'avalera pas!

Paquita ne répondit pas à sa mère, mais elle jeta sur le jeune homme un éloquent regard de reproche et de dédain, — ce regard de la victime sur le bourreau.

Lucien en fut confus, honteux. Ce regard était une accusation méritée.

On se sépara en se promettant de se réunir le lendemain.

Dreus-Jolin et Lucien firent un tour de boulevard, en fumant un cigare, après quoi ils se séparèrent.

Dreus-Jolin avait bien recommandé à Lucien de ne pas parler à Mme de Franderval de sa participation à ce marché; car il tenait beaucoup à ne pas se brouiller avec cette dame, — ce qui lui était certain-

ment arrivé si elle eût appris sa complicité dans la mystification que Georges Nantilly lui préparait, dans la bazarerie de son caractère.

En quittant Lucien, Dreus-Jolin gagna la rue Richelieu. Arrivé auprès de la maison occupée par Mme de Franderval et le général de Baguoles, il ouvrit une très-petite porte qui se trouvait au bout du mur, au moyen d'une clef qu'il sortit de sa poche, et pénétra secrètement dans l'hôtel, — comme un voleur ou un amoureux, — à la faveur des ombres de la nuit.

Il marchait avec précaution, comme un homme qui tient à n'être pas découvert. — Il avait, derrière lui, refermé la porte mystérieuse, et en avait retiré la clef.

Il pénétra ainsi dans le corps de bâtiment principal, en prenant toutes ses mesures pour n'être pas découvert.

Ce que j'ai dit ici de cet homme, type de l'écrivain de la bourgeoisie, qui n'a pas de convictions démocratiques, suffit à le faire juger.

J'ai montré ailleurs Dreus-Jolin écrivain politique, vendu au plus offrant. Je dois dire qu'il avait également publié des livres de morale.

Les écrits et les discours ne sont pas des faits; tel parle bien qui agit mal. Je sais des gens très-estimables par leur talent et très-méprisables par leur cœur. Beaucoup, qui affectent des vertus domestiques, se jettent en secret dans l'ivresse des plaisirs vils, avec un emportement licenceux et souvent des raffinements de débauche que la pudeur ne permet pas de publier. Il est au monde des hommes d'Etat qui, après avoir été contre la corruption et le pillage des deniers publics, pratiquent le péculat, les concussions, etc., etc., enfin tout ce qui avilit, tout ce qui dégrade la politique.

III.

En quittant l'Opéra, la Michu, Durandard et Paquita montèrent dans un fiacre qui les conduisit rue de Buffaut, — entre le faubourg Montmartre et la rue Coquenard.

La course était courte, et la Michu n'eût certes pas pris une voiture, n'eût été la crainte que Paquita n'attrapât un rhume capable d'altérer sa jolie voix.

Le fiacre s'arrêta au milieu de la rue, à gauche, en venant du faubourg Montmartre, devant une maison de vulgaire apparence, et de cette hauteur prodigieuse qu'on ne trouve qu'à Paris et à Lyon.

Les trois personnes, le cocher payé, montèrent — l'escalier de la maison. — Arrivés sur le palier du quatrième étage, ils s'arrêtèrent, et Mme Michu s'avança, tenant d'une main une clef sale et une ignoble chandelle, posée dans une ignoble flambeau. — Le tout pris chez le portier.

Ils pénétrèrent dans une salle recevant sa lumière par une fenêtre donnant sur la cour. — Le carreau de cette pièce n'était point

frotté; il avait été rouge.

Le crayon de Callot eût bien pu illustrer le présent chapitre. Cette première salle était meublée de deux fauteuils en velours d'Utrecht, de six chaises en paille, recouvertes d'un calicot gris, à bouquets verts et bleus.

C'était un mélange grotesque et douloureux de luxe et de misère. A côté d'une table à ouvrage en fort bel acajou, il y avait un affreux poêle de faïence...

Les murs, tapissés de lithographies ridicules, mal encadrées de bois peint, étaient couverts d'un papier à fond bleu, parsemé de guirlandes, mais enfumé. La cheminée, où régnait une pendule de stuc, des vases pareils, pleins de fleurs artificielles flétries et grasses; des chandeliers de cuivre avec des bougies roses et bleues qu'on n'allumait jamais, — était encombrée d'une foule de vases, d'ustensiles, de peignes; on y voyait un pot de pommade, des mouchettes, des pipes plus ou moins colottées, du tabac à fumer dans du papier; dans une soucoupe ébréchée du tabac à priser; une petite fiole dans laquelle il restait encore quelques petits verres d'eau-de-vie, — et beaucoup de poussière.

Sur les pitons qui soutenaient les rideaux, pendaient une culotte de drap noir, une robe de soie, un bonnet de tulle à rubans éblouissants; — puis, par terre, d'affreux socques, de charmants souliers de satin, une paire de brodequins de velours et des bottes croûtées.

Sur la table, dont les rallonges, posées par terre, soutenaient des assiettes et autres choses semblables, il y avait le restant du dîner: des bouteilles vides, des pelures de pommes, des coquilles de noix et des coquilles d'œufs durs rouges; dans trois assiettes, les os rongés de ces fameuses cotelettes à la sauce que les charcutiers de Paris vendent à 8 sous et même à 6 sous la pièce.

Après des assiettes se trouvaient des couverts en métal imitant l'argent.

Dans l'alcôve, située au fond de la pièce à gauche, se trouvait un lit fermé aux regards par un vaste rideau bleu. Ce lit était partagé par Durandard et la femme Michu; sans égard pour les mœurs de Paquita, sans respect pour sa chasteté.

En face de cette alcôve, de l'autre côté de la chambre, il y avait une porte; en l'ouvrant, on entrait chez la jeune fille.

La chambre de Paquita offrait un frappant contraste avec la pièce occupée par sa mère et Durandard. On était frappé, en entrant, de la propreté exquise qui y régnait. Au fond, c'était une chaste couche entourée de rideaux blancs, puis une table à ouvrage d'un joli travail, un piano d'Erard, un petit divan, quatre chaises en damas, pareilles au divan; le tout simple et bien rangé.

(La suite à demain.)